COMPRENDRE

"NOUS VIVRONS" ANTISÉMITISME À LA CARTE

Le collectif qui instrumentalise la lutte contre l'antisémitisme pour attaquer la gauche et réduire au silence les voix qui défendent la Palestine.

→

Sauvegarde. Diffuse. Réponds.



@miaoulenchon

UN COMBAT VITAL

L'antisémitisme existe.
Il frappe, menace et tue.

En 2025, 1 320 faits antisémites ont encore été recensés en France. Dans les établissements scolaires, 3 851 actes racistes et antisémites ont été signalés durant l'année 2024-2025.

C'est précisément parce que cette haine est réelle que le mot « antisémite » ne doit jamais devenir une accusation jetée sans mesure, sans contexte et sans preuve.



@miaoulenchon →

QUI SONT-IELS ?

Nous Vivrons naît après les attaques du 7 octobre 2023. L'association est officiellement déclarée le 23 février 2024.

Elle revendique environ une centaine de militant·es actif·ves, dont deux tiers de femmes, et se présente comme un collectif luttant contre l'antisémitisme « d'où qu'il vienne ».

Mais ses interventions dessinent aussi une ligne politique particulièrement offensive contre LFI et les mobilisations pro-Palestine.



@miaoulenchon →

LE NOYAU DUR

Sa présidente, Sarah Aizenman, est entrepreneuse et professionnelle de la communication, passée par Euro RSCG puis formée à la diplomatie et au lobbying.

Autour d'elle : Bettina Manchel et Benjamin Cymerman à la vice-présidence, Caroline Maury au secrétariat général et Julie Arfi à la trésorerie.

Nous Vivrons n'est donc pas une réaction spontanée improvisée : c'est une organisation structurée, communicante et politiquement stratégique.



@miaoulenchon →

L'ARGENT ANGLE MORT

Ce qui est public : des adhésions annuelles de 15 à 50 euros et des dons libres collectés sur HelloAsso.

Ce qui ne l'est pas : le total des sommes récoltées, leur répartition, l'identité d'éventuel·les donateur·rices important·es et les dépenses engagées.

Aucun compte annuel n'apparaît publiquement sur Pappers. Cela ne prouve aucun financement clandestin. Mais lorsqu'un collectif veut peser sur les médias, la culture et les élections, publier ses comptes est le minimum !



@miaoulenchon →

SIONISTES
MAIS NEUTRES

Oui ! Iels n'ont peur de rien...
Sarah Aizenman l'assume : « Nous sommes un collectif sioniste », favorable à une solution à deux États. Puis elle ajoute : « Nous ne commentons pas la politique israélienne. »

Voilà la contradiction centrale : le collectif intervient constamment dans les conséquences françaises de la guerre à Gaza, mais prétend suspendre son jugement sur le gouvernement israélien qui la conduit.

Ce silence n'est pas de la neutralité. C'est déjà une position.



@miaoulenchon →

LE GLISSEMENT

En 2025, Nous Vivrons soutient une tribune demandant que l'antisionisme soit intégré au droit français comme une « nouvelle forme d'antisémitisme ».

L'opération est considérable : faire passer une idéologie politique donc le sionisme, du domaine de la discussion au domaine du quasi-sacré.

On peut combattre l'antisémitisme tout en contestant le sionisme, la colonisation, l'apartheid ou les politiques israéliennes. Les confondre permet surtout de placer une partie du débat sous surveillance.



@miaoulenchon →

LE PILORI NUMÉRIQUE

Nous Vivrons a créé un compte intitulé « **Le Mur des antisémites** ».

Son slogan : « Qui verra sa haine affichée sur le Mur des Antisémites ? »
Rien que ça… La mécanique est brutale : sélectionner une personne, extraire une publication ou une phrase, l'afficher publiquement et lui appliquer l'étiquette la plus infamante du débat politique français.

Ce n'est plus seulement répondre à un propos. C'est construire un tribunal médiatique dont le collectif choisit à la fois l'accusation, le verdict et la peine réputationnelle.



@miaoulenchon →

UNE LISTE NOIRE

Sur son « Mur des antisémites », Nous Vivrons ne critique pas seulement des propos précis. Le collectif expose publiquement des personnes et des organisations entières.

Parmi ses cibles : Akim Omiri, Francesca Albanese, David Guiraud, Sophia Chikirou, le groupe Kneecap, mais aussi des militant·es de LFI, de Tsedek ! ou de l'Union juive française pour la paix. Des humoristes, des artistes, des élu·es, une experte mandatée par l'ONU et même des organisations juives antisionistes.

À force d'étendre l'accusation à quiconque conteste Israël, ce « mur » nauséabond ne documente plus seulement l'antisémitisme : il fabrique une liste noire politique.



@miaoulenchon →

INTRUSION À NOVA

Le 25 mai 2026, des membres de Nous Vivrons s'infiltrent sur le plateau de La Riposte, l'émission d'**Akim Omiri** enregistrée pour **Radio Nova**.

Le collectif accuse publiquement l'humoriste et la radio d'antisémitisme, manifeste devant les studios et diffuse notamment le rapprochement : « Akim, Dieudo, même combat ».

Comparer publiquement quelqu'un à Dieudonné est une mise au ban d'une extrême violence. Ici, le débat contradictoire a été remplacé par l'irruption, l'éructation, l'étiquetage et la fabrication d'une séquence virale.



@miaoulenchon →

AMIR LE CAS D'ÉCOLE

En juillet 2026, Nous Vivrons se mobilise à Marseille pour soutenir Amir après l'annulation d'un concert visé par un appel au boycott.

Ses pancartes proclament : « Tous avec Amir » et « Boycott les antisémites ». Or Amir n'était pas contesté uniquement parce qu'il est juif ou franco-israélien. Ses détracteur·rices invoquaient notamment une prestation passée dans la colonie illégale d'Hébron et une soirée de soutien à l'armée israélienne.

On peut désapprouver ce boycott. Le réduire automatiquement à la haine des Juif·ves efface pourtant son contenu politique.



@miaoulenchon →

CULTURE SOUS PRESSION

Akim Omiri n'est pas un cas isolé.

Nous Vivrons a également mené des actions contre le groupe Kneecap à Rock en Seine, contre une conférence de la rapporteuse de l'ONU Francesca Albanese, devant des librairies accueillant des événements antisionistes et contre des rencontres associant LFI, Tsedek! ou l'UJFP. Le mode opératoire revient : affiches, mégaphones, irruption, accusation publique et pression sur le lieu qui accueille.

Ce n'est pas interdire juridiquement. Mais cela peut intimider, perturber et rendre certaines paroles beaucoup plus coûteuses à accueillir.



@miaoulenchon →

LFI EN LIGNE

Nous Vivrons affirme combattre tous les extrêmes. Mais sa propre présidente reconnaît que le collectif « cible souvent La France insoumise ».

Réunions perturbées, arrivées d'élu·es chahutées, slogans associant les Insoumis·es au Hamas, meetings de David Guiraud ou Sophia Chikirou interrompus : LFI occupe une place centrale dans sa communication.

Le collectif ne se contente pas de dénoncer des phrases précises. Il construit progressivement l'image d'un mouvement globalement contaminé par l'antisémitisme.



@miaoulenchon →

LE FAUX ÉQUILIBRE

Oui, Nous Vivrons a aussi perturbé des événements du RN et de Marion Maréchal. Il faut le dire.

Mais quelques actions contre l'extrême droite ne rendent pas toutes les autres accusations incontestables. Elles ne transforment pas davantage le silence sur Gaza en neutralité. La formule « contre les deux extrêmes » permet surtout de placer sur un même plan l'extrême droite historique, héritière de traditions antisémites, et une gauche principalement attaquée pour sa rupture avec la politique israélienne.

L'équilibre proclamé ne dispense jamais d'examiner les faits.



@miaoulenchon →

CRITIQUER N'EST PAS HAÏR

Même la définition de l'IHRA précise qu'une critique d'Israël comparable à celle adressée à n'importe quel autre État ne peut être considérée comme antisémite.

La Déclaration de Jérusalem, signée par plus de 400 universitaires spécialistes, va plus loin : défendre les droits palestiniens, contester le sionisme ou soutenir un boycott d'Israël ne sont pas, en eux-mêmes, antisémites.

La frontière existe : elle est franchie lorsqu'on vise les Juif·ves en tant que Juif·ves, qu'on les rend collectivement responsables d'Israël ou qu'on reprend les mythes antisémites.



@miaoulenchon →

GAZA N'EST PAS TABOU

Qualifier les crimes commis à Gaza de génocide n'est pas une invention de militant·es antisémites.

Une commission d'enquête indépendante mandatée par l'ONU a conclu en septembre 2025 qu'Israël avait commis un génocide à Gaza. Amnesty International et l'organisation israélienne B'Tselem sont arrivées à la même conclusion. La Cour internationale de justice poursuit, elle, l'examen de l'affaire et n'a pas encore rendu son jugement définitif sur le fond.

On peut discuter juridiquement du terme. On ne peut plus prétendre qu'il serait intrinsèquement antisémite.



@miaoulenchon →

AUCUN ÉTAT N'EST SACRÉ !

Oui, on a le droit de ne pas aimer Israël !

Comme on a le droit de ne pas aimer la France, les États-Unis, la Russie ou n'importe quel autre État. Un pays n'est ni une personne ni une religion : c'est une construction politique que l'on peut juger, contester, boycotter ou rejeter. Ne pas aimer Israël, son gouvernement, son idéologie fondatrice ou ses politiques ne signifie pas détester les Israélien·nes et encore moins les Juif·ves.

Aucun État n'a l'obligation d'être aimer. Aucun gouvernement n'aura droit à notre silence. Un état génocidaire encore moins !



@miaoulenchon →

LA MACHINE À HAINE

Leur méthode est désormais limpide : désigner une cible, arracher ses propos à leur contexte, lui coller l'étiquette « antisémite », puis lâcher contre elle une foule chauffée à blanc.

Quand la colère et les insultes explosent, Nous Vivrons se présente ensuite comme la victime courageuse d'une haine qu'il a lui-même contribué à attiser. Iels provoquent, exposent, humilient, puis transforment les réactions en preuves de leur propre récit. Ce n'est pas protéger les Juif·ves.

C'est instrumentaliser leur peur pour produire du conflit, intimider les voix dissidentes et rendre toute défense de la Palestine socialement dangereuse. **Nous Vivrons ne combat pas seulement la haine en ligne : par ses listes noires et ses campagnes de désignation, le collectif participe à son industrie**.



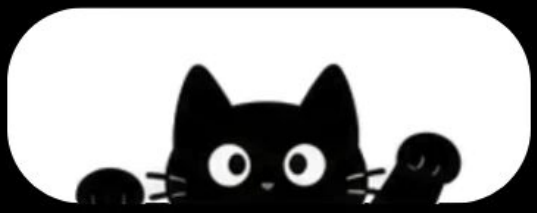
@miaoulenchon →

LES SOURCES :

- CNCDH, rapport 2025
- JOAFE et Pappers
- Nous Vivrons et HelloAsso
- Libération, 13 mai 2024 et 19 mai 2025
- Radio Nova/Times of Israel, mai 2026
- Télérama et Le Monde, juillet 2026
- IHRA
- Déclaration de Jérusalem
- ONU-OHCHR
- CIJ.

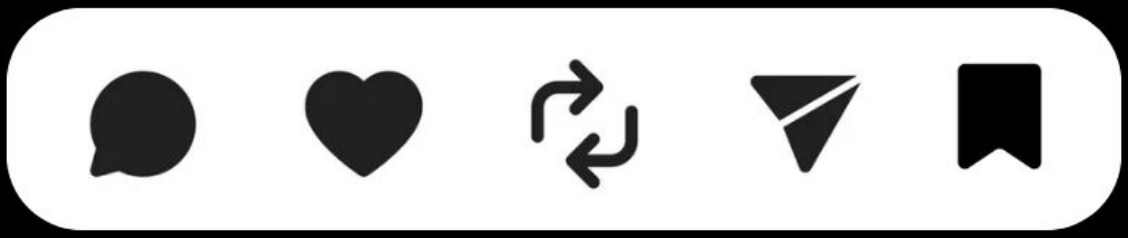


@miaoulenchon →



SAUVEGARDE CE CHARROUSEL ET DIFFUSE-LE LARGEMENT.

Commentez, partagez et sauvegardez.



Et en 2027, faisons enfin gagner l'alternative.

MELENCHON 2027.fr



@miaoulenchon